

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Autriche – Slovénie - Croatie

Une publication du SER de Vienne
n° 21 – juillet 2026

Dans ce numéro...

 ANALYSE DES RECOMMANDATIONS ADRESSEES LE 3 JUILLET A L'AUTRICHE, A LA CROATIE ET A LA SLOVENIE DANS LE CADRE DU SEMESTRE EUROPEEN 2026	2
 AUTRICHE	5
ACTIVITES MACROECONOMIQUES & FINANCIERES	5
<i>Prévisions et indicateurs</i>	<i>5</i>
<i>Croissance à moyen terme : 1 % par an en moyenne jusqu'en 2030.....</i>	<i>5</i>
<i>Finances</i>	<i>6</i>
<i>Bourse de Vienne : record en termes de performance et de volume de transactions au S1 2026.....</i>	<i>6</i>
<i>Echanges</i>	<i>7</i>
<i>Cinq des neuf Länder autrichiens affichent un excédent commercial en 2025.....</i>	<i>7</i>
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE	7
<i>Le Parlement renforce la lutte contre les addictions et interdit les cigarettes électroniques jetables</i>	<i>7</i>
VEILLE SECTORIELLE	7
<i>Secteur financier</i>	<i>7</i>
<i>Les banques autrichiennes Bawag et RBI participent au projet pilote d'euro numérique.....</i>	<i>7</i>
<i>Industrie.....</i>	<i>8</i>
<i>La WKO s'inquiète du risque de délocalisation des entreprises autrichiennes à l'étranger</i>	<i>8</i>
<i>Transports.....</i>	<i>8</i>
<i>Le marché des voitures électriques d'occasion arrive à maturité</i>	<i>8</i>
<i>Télécommunications</i>	<i>8</i>
<i>Le nombre de messages instantanés a dépassé le seuil de 100 milliards en 2025</i>	<i>8</i>
<i>Agriculture.....</i>	<i>8</i>
<i>Sécheresse – les pertes pourraient toucher 93 % des exploitations</i>	<i>8</i>
<i>Renforcement des contrôles des importations agricoles en provenance de pays tiers</i>	<i>9</i>
RELATIONS BILATERALES.....	9
<i>Décathlon accélère son expansion en Autriche</i>	<i>9</i>
 SLOVENIE	10
ACTIVITES MACROECONOMIQUES & FINANCIERES	10
<i>Prévisions et indicateurs</i>	<i>10</i>
<i>L'inflation en Slovénie reste stable à 3,6 % en juin</i>	<i>10</i>
<i>Finances</i>	<i>10</i>
<i>Le déficit public atteint 3,5 % du PIB au premier trimestre 2026</i>	<i>10</i>

<i>Echanges</i>	11
<i>Hausse des IDE sortants et entrants en 2025</i>	11
VEILLE SECTORIELLE	11
<i>Secteur financier</i>	11
<i>Zavarovalnica Triglav va acquérir 49 % du groupe croate Arsano Medical Group</i>	11
<i>Transports</i>	11
<i>Le nombre de voyageurs ferroviaires a augmenté de 25 % l'année dernière</i>	11
 CROATIE	12
ACTIVITES MACROECONOMIQUES & FINANCIERES	12
<i>Finances</i>	12
<i>L'État prélèvera 60 % des bénéfices 2025 des principales entreprises publiques</i>	12
VEILLE SECTORIELLE	13
<i>Infrastructures</i>	13
<i>L'association des employeurs croates plaide en faveur d'une clause de préférence européenne</i>	13
<i>Energie</i>	13
<i>La Croatie mobilise 109 M EUR du Fonds de modernisation pour la transition énergétique</i>	13
<i>La Croatie et le Canada renforcent leur coopération dans le nucléaire civil</i>	13
<i>Un partenariat pour les infrastructures hydrogène en Croatie</i>	13
<i>Transports</i>	14
<i>L'entrée d'Air China sur le marché croate</i>	14
<i>NTIC</i>	14
<i>Infobip consolide sa présence sur le marché américain</i>	14

Analyse des recommandations adressées le 3 juillet à l'Autriche, à la Croatie et à la Slovénie dans le cadre du semestre européen 2026

Les *Country-Specific Recommendations* (CSR), ou recommandations spécifiques par pays, constituent l'un des principaux instruments du Semestre européen, le cycle annuel de coordination des politiques économiques, budgétaires, sociales et de l'emploi de l'Union européenne. Chaque année, la Commission européenne analyse la situation économique et sociale de chaque État membre à travers un rapport par pays, de manière à identifier des déséquilibres macroéconomiques. Les recommandations concernant l'Autriche, la Croatie et la Slovénie pour la période 2026-2027 ont été publiées le 3 juillet.

Autriche

Les recommandations adressées à l'Autriche reflètent une préoccupation centrale concernant la soutenabilité des finances publiques. Après deux années de stagnation, la croissance reste faible, avec une progression du PIB réel limitée à 0,6 % en 2025, puis attendue à 0,6 % en 2026 et 0,9 % en 2027, tandis que l'inflation demeure relativement élevée (3,6 % en 2025). Malgré les premières mesures de consolidation, le déficit public reste supérieur à la valeur de référence européenne, passant de 4,6 % du PIB en 2024 à 4,2 % en 2025, avant de se stabiliser autour de 4,1 % en 2026 et 2027. Dans le même

temps, la dette publique continuerait d'augmenter, de 80,0 % du PIB en 2024 à 84,9 % en 2027. Les recommandations invitent donc les autorités autrichiennes à poursuivre la mise en œuvre du plan budgétaire à moyen terme tout en limitant les mesures générales de soutien face à la hausse des prix de l'énergie.

Le Conseil insiste particulièrement sur les conséquences du vieillissement démographique. Les dépenses publiques de retraite atteignent 14,5 % du PIB, parmi les niveaux les plus élevés de l'Union, en raison notamment d'un âge effectif de départ à la retraite relativement faible. Les recommandations encouragent dès lors un renforcement des réformes engagées afin d'améliorer la soutenabilité du système de retraite et de développer davantage les régimes complémentaires. Elles soulignent également que les dépenses de santé et de soins de longue durée demeurent pénalisées par une organisation institutionnelle complexe, une part encore importante des soins hospitaliers et une numérisation incomplète du système de santé.

Au-delà de la dimension budgétaire, le Conseil met l'accent sur le renforcement du potentiel de croissance. Malgré un effort important en matière de recherche, l'Autriche peine à transformer ses investissements en innovation marchande. Les recommandations préconisent de développer davantage le financement en capital des entreprises innovantes, d'améliorer le transfert de technologies entre recherche publique et secteur privé et de poursuivre la simplification des procédures administratives, notamment dans les secteurs des services et de la construction. La transition énergétique constitue également une priorité, avec une accélération attendue du déploiement des énergies renouvelables, du renforcement des réseaux électriques et de la simplification des procédures d'autorisation. Enfin, afin de répondre aux tensions persistantes sur le marché du travail, le Conseil recommande d'accroître le taux d'activité, en particulier des femmes, grâce au développement des services d'accueil de la petite enfance et à une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie familiale.

Croatie

La situation macroéconomique croate apparaît relativement favorable. La croissance est restée soutenue, atteignant 3,4 % en 2025, même si elle devrait ralentir à 2,7 % en 2026. La dette publique poursuit sa décrue, passant de 57,4 % du PIB en 2024 à 56,3 % en 2025, puis 55,6 % attendus en 2027. Le déficit public demeure inférieur à 3 % du PIB à moyen terme (3,0 % en 2025, 2,9 % en 2026), mais cette évolution masque une progression rapide des dépenses publiques.

Le Conseil relève en effet que les dépenses nettes ont augmenté de 10,9 % en 2025, soit une déviation estimée à 1,8 % du PIB par rapport à la trajectoire convenue dans le plan budgétaire à moyen terme. Les autorités sont donc invitées à renforcer le pilotage des finances publiques, notamment en généralisant les revues de dépenses afin d'améliorer l'efficacité de l'action publique. Une attention particulière est portée aux secteurs de la santé et de l'éducation, où les dépenses sont relativement élevées au regard des résultats obtenus.

Les recommandations insistent également sur la réforme du système fiscal. Les dépenses fiscales représentent plus de 4 % du PIB, sans que leur efficacité soit toujours démontrée. Le Conseil recommande une évaluation systématique des exonérations et réductions fiscales ainsi qu'une poursuite de la réforme de la fiscalité immobilière, afin

d'élargir progressivement son assiette en tenant davantage compte de la valeur des biens.

Le renforcement de la compétitivité constitue un deuxième axe majeur. Le Conseil souligne que le système croate de recherche et d'innovation demeure très fragmenté, limitant les coopérations entre universités, instituts de recherche et entreprises. Il recommande une rationalisation de cette organisation, un développement du financement des entreprises innovantes ainsi qu'une amélioration de l'environnement des affaires, notamment par la réduction des délais administratifs et des délais de paiement entre entreprises, parmi les plus longs de l'Union.

Les recommandations portent également sur les transitions écologique et numérique. Elles appellent à accélérer le développement des énergies renouvelables, des infrastructures électriques, du stockage d'énergie, de la rénovation énergétique des bâtiments ainsi que des transports ferroviaires. Enfin, dans le domaine social, le Conseil met l'accent sur la lutte contre les pénuries de compétences, le développement de la formation professionnelle et de la formation continue, une meilleure inclusion sociale et l'amélioration de l'accès au logement, notamment dans les grandes villes et les régions touristiques.

Slovénie

Les recommandations concernant la Slovénie se concentrent en premier lieu sur les risques pesant sur les finances publiques. Si la croissance reste positive (1,1 % en 2025, puis 1,9 % en 2026), le déficit public augmente rapidement, passant de 0,9 % du PIB en 2024 à 2,5 % en 2025, avant de dépasser le seuil de Maastricht avec 3,3 % en 2026 et 3,5 % en 2027. La Commission estime que cette situation ne justifie pas encore l'ouverture d'une procédure pour déficit excessif, compte tenu notamment de l'augmentation des dépenses de défense, mais souligne que des mesures correctrices crédibles devront être rapidement adoptées.

Le Conseil insiste également sur la structure des recettes publiques. Les prélèvements sur le travail représentent 52 % des recettes fiscales, tandis que les dépenses fiscales atteignent 5,2 % du PIB, sans mécanisme systématique d'évaluation de leur efficacité. Les recommandations préconisent donc un rééquilibrage du système fiscal vers des impôts moins pénalisants pour l'emploi, notamment par une réforme de la fiscalité immobilière et une révision des dépenses fiscales.

Comme pour la Croatie, une attention particulière est portée à la qualité de la dépense publique. Le Conseil recommande d'institutionnaliser les revues de dépenses dans les principaux secteurs budgétaires, notamment la protection sociale (17,1 % du PIB), la santé (8 % du PIB) et l'éducation (5,5 % du PIB), afin d'améliorer l'allocation des ressources publiques. Il souligne également la nécessité de mieux cibler les prestations sociales alors que le risque de pauvreté, notamment parmi les personnes âgées, continue de progresser malgré l'augmentation des transferts sociaux.

Les recommandations économiques mettent enfin l'accent sur l'amélioration de la compétitivité, le soutien à l'innovation, la réduction des charges administratives et la poursuite des investissements dans les infrastructures énergétiques, les réseaux électriques, les transports ferroviaires et l'adaptation au changement climatique. Face aux pénuries persistantes de main-d'œuvre, la Slovénie est également invitée à renforcer les compétences de la population active, à faciliter l'immigration de

travailleurs qualifiés et à améliorer l'attractivité des professions de la santé, de l'éducation et des services sociaux.

Éléments de comparaison

Les trois projets de recommandations présentent une forte convergence. Ils accordent une priorité à la soutenabilité des finances publiques dans un contexte marqué par l'augmentation des dépenses de défense et le vieillissement démographique, tout en insistant sur la nécessité de préserver les investissements favorables à la croissance. L'Autriche se distingue par l'importance des enjeux liés aux retraites et à la santé, avec une dette publique proche de 85 % du PIB à horizon 2027. La Croatie apparaît dans une situation budgétaire plus favorable, avec une dette ramenée à 55,6 % du PIB, mais doit améliorer l'efficacité de sa dépense publique et de son système d'innovation. La Slovénie, enfin, fait face à une dégradation plus rapide de ses comptes publics et à la nécessité de moderniser sa structure fiscale et son système de protection sociale.

Dans les trois cas, les recommandations mettent en évidence le rôle central des réformes structurelles et des investissements dans la compétitivité, la transition énergétique et le développement des compétences comme conditions d'une croissance durable.

Autriche

Le chiffre du mois à retenir

Zoom sur...

...Depuis le 1^{er} juillet 2026, l'Autriche applique un taux de TVA de 4,9 % au lieu de 10 % sur une sélection de produits de première nécessité (lait, beurre, yaourts, pain, farine, riz, pâtes, fruits et une grande partie des légumes). Cette baisse représente environ 400 M EUR de recettes publiques par an, manque à gagner qui devrait théoriquement être compensé par la taxe sur les colis. Selon le service budgétaire du Parlement, elle pourrait réduire l'inflation d'environ 0,15 point de pourcentage. Pour les ménages, le gain moyen est estimé à un peu moins de 100 EUR par an.

2,40 EUR

La taxe sur les colis de vente à distance à partir du 1^{er} octobre 2026, y compris 20 % de TVA si répercutée sur le consommateur

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Croissance à moyen terme : 1 % par an en moyenne jusqu'en 2030

Dans ses perspectives de croissance à moyen terme, l'institut des hautes recherches IHS estime la croissance annuelle de l'économie autrichienne à en moyenne 1 % du PIB, malgré la fin de la

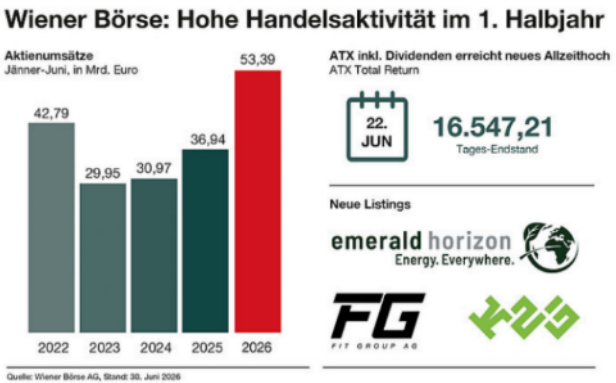
récession qui a touché le pays en 2023 et 2024. Holger Bonin, directeur de l’institut, ne prévoit pas d’effets de rattrapage, attendu que l’Autriche ne parviendra pas à regagner les parts de marché perdues pendant la récession. Par ailleurs, fortement affectée par la crise qui touche le secteur automobile allemand, l’industrie autrichienne, dépendante, peine à rejoindre une trajectoire ascendante, plombée par le contexte géopolitique, la hausse des prix de l’énergie et les perturbations touchant les chaînes d’approvisionnement. L’IHS prévoit toutefois une embellie pour le secteur de la construction, également en crise entre 2021 et 2025 (les investissements dans le bâti ont reculé en moyenne de 2,2 % par an), malgré le report de nombreux projets d’infrastructure par l’Etat et les collectivités territoriales. En termes d’inflation, les prévisionnistes tablent sur une inflation de 2,3 % par an en moyenne entre 2026 et 2030, en fort repli par rapport à la période 2021-2025 (+5,1 % par an). En matière d’emploi, après la période précédente marquée par la crise sanitaire, la relance post-covid et un chômage s’établissant à 5,4 %, le contexte géopolitique incertain ne devrait pas affecter notablement le marché de l’emploi : en données eurostat, le chômage devrait rester stable à 5,4 % de la population active entre 2026 et 2030. En termes de finances publiques et à l’aune du double budget 2027-2028 que le Parlement autrichien vient d’adopter, le déficit public au sens du Traité de Maastricht ne devrait pas repasser sous la barre des 3 % pendant la période sous revue. L’IHS estime qu’en raison du caractère temporaire des mesures de consolidation budgétaire, le gouvernement se verra confronté à une hausse des dépenses dues à la charge de la dette, aux pensions et au secteur de la santé, faute de réforme structurelle d’envergure qui tiendrait compte de l’évolution démographique.

Principaux indicateurs (variation annuelle en %)	2016-2020	2021-2025	2026-2030
Croissance du PIB	+0,4	+1,9	+1,0
Consommation privée	-0,5	+2,3	+0,7
Exportations de biens	+1,6	+2,6	+1,9
Importations de biens	+1,1	+1,2	+1,9
Chômage	5,7	5,4	5,4
Inflation	+1,6	+5,1	+2,3
Solde public (au sens de Maastricht, en % du PIB)	-1,9	-4,1	-3,7

Finances

Bourse de Vienne : record en termes de performance et de volume de transactions au S1 2026

Après la hausse de 45 % en 2025, l’indice ATX (Austrian Traded Index), composé de 20 valeurs, a progressé de 21 % au cours des six premiers mois de l’année 2026. Dividendes compris, l’ATX Total return a augmenté de 25 % pour atteindre plus de 16 500 points. Comme l’année dernière, le premier gagnant était le fabricant de circuits imprimés AT&S (*Austria Technologie & Systemtechnik*) qui a vu sa valeur boursière augmenter de 555 %. S’agissant de l’indice ATX Prime qui comprend 38 valeurs, on note la hausse de 65 % au 1^{er} semestre 2026 pour *Austriacard Holdings* qui, entre autres, assure la production des cartes vitales E-card. Le 8 juillet,



l'imprimerie japonaise *Dai Nippon Printing* qui est en train de reprendre *Austriacard*, a signalé avoir dépassé le seuil de 75 % des actions d'*Austriacard*. Son offre aux actionnaires est valable jusqu'au 21 août.

Echanges

Cinq des neuf Länder autrichiens affichent un excédent commercial en 2025

Selon les chiffres provisoires publiés par Statistik Austria, cinq Länder affichent un solde commercial positif en 2025, la Haute-Autriche arrivant en tête avec un excédent de 10,97 Mds EUR, suivie par la Styrie (7,36 Mds EUR) et le Vorarlberg (4 Mds EUR). Vienne, peu industrialisée et plus orientée vers les services, affiche le déficit commercial le plus élevé (-21,7 Mds EUR), suivie par le Land de Salzbourg (-4,7 Mds EUR).



Politique économique et sociale

Le Parlement renforce la lutte contre les addictions et interdit les cigarettes électroniques jetables

Début juillet, le parlement autrichien a adopté un amendement à la législation anti-tabac qui renforce la protection des jeunes. Dans cet esprit, les cigarettes électroniques jetables, avec ou sans nicotine, seront interdites à la vente à partir du 1^{er} janvier 2027, notamment en raison de la problématique du recyclage (risque d'incendie dû aux piles) et de l'élimination des composants. L'amendement prévoit également de nouvelles dispositions concernant les produits nicotiniques sans tabac et les substituts nicotiniques sans tabac, en particulier les « pouches » (sachets). À l'avenir, ces produits seront notamment soumis à des limites maximales de nicotine (pour les produits sans tabac, 16,6 mg de nicotine par gramme), à des obligations de déclaration, à des avertissements sanitaires, à des obligations d'étiquetage ainsi qu'à des interdictions de publicité et de parrainage. En outre, une interdiction de la vente par correspondance ainsi qu'une interdiction expresse de vente aux moins de 18 ans seront mises en place. Cette mesure vise à combler une lacune existante en matière de protection des mineurs. À l'avenir, le critère déterminant ne sera plus seulement de savoir si un produit est considéré comme un produit du tabac classique, mais s'il présente des risques pour la santé et s'il est susceptible d'intéresser les jeunes. Enfin, jeter un résidu de produit contenant du tabac ou similaire sur une aire de jeux publique sera sanctionné d'une amende administrative de 500 EUR (ou 2 000 EUR en cas de récidive).

Veille sectorielle

Secteur financier

Les banques autrichiennes Bawag et RBI participent au projet pilote d'euro numérique

La Banque centrale européenne a sélectionné 36 prestataires de services de paiement issus de l'ensemble de la zone euro pour participer au projet pilote sur l'euro numérique. En Autriche, ce sont les banques *Bawag* et *Raiffeisen Bank International* qui ont été choisies. Le projet pilote devrait débuter au second semestre 2027 pour une durée de 12 mois. Parallèlement, RBI et trois banques régionales *Raiffeisen* ainsi qu'*Erste Bank* (groupe des caisses d'épargne) se sont associées au service de paiement paneuropéen d'Europe de l'Ouest *WERO*, porté par

l'European Payments Initiative (EPI). Dans les deux cas, il s'agit d'atteindre une plus grande indépendance par rapport aux prestataires de services de paiement américains.

Industrie

La WKO s'inquiète du risque de délocalisation des entreprises autrichiennes à l'étranger

La chambre de l'économie WKO vient de publier son "Radar de l'industrie 2026" (*Industrieradar 2026*). Il en ressort que 25 % des entreprises interrogées envisagent de délocaliser à l'étranger leurs activités d'approvisionnement, de production ou de distribution au cours des 24 mois à venir. À moyen terme, 43 % considèrent qu'une délocalisation (partielle) de la production au cours des trois à cinq prochaines années est probable, voire très probable. En revanche, les fonctions axées sur le savoir-faire telles que la conception et la personnalisation des produits, la R&D, la distribution et le service client, sont considérées comme nettement moins susceptibles d'être délocalisées. Parmi les entreprises qui envisagent une délocalisation (très) probable, les coûts de la main-d'œuvre (96 %) sont de loin la raison la plus fréquemment citée. Les impôts et taxes (43 %) ainsi que les coûts de l'énergie et des matières premières (34 %) sont également cités comme des motifs importants de délocalisation.

Transports

Le marché des voitures électriques d'occasion arrive à maturité

Le marché autrichien de l'occasion a ralenti au cours du premier semestre 2026 (-5,1 % pour atteindre 406 460 immatriculations). Ce développement est dû au recul des immatriculations de véhicules d'occasion diesel (-13 %) et essence (-7,1 %). En revanche, les voitures électriques ont emprunté une trajectoire inverse (+47,6 %) pour atteindre près de 24 500 transactions, soit une part de marché de 6 % contre 3,9 % au 1^{er} semestre 2025. Au total, les immatriculations de véhicules d'occasion à propulsion alternative ont augmenté de 26,3 % (79 500 immatriculations, PDM : 19,6 %).

Télécommunications

Le nombre de messages instantanés a dépassé le seuil de 100 milliards en 2025

Selon le rapport annuel du régulateur RTR (*Rundfunk und Telekom Regulierungs-GmbH*), les Autrichiens ont envoyé 102,4 milliards de messages instantanés en 2025, soit 2,9 milliards de plus qu'en 2024 et 7,9 milliards de plus qu'en 2023. De plus, 33,7 milliards de minutes ont été consacrées aux appels via des services de messagerie instantanée. Le nombre d'e-mails envoyés est passé de 4,1 milliards en 2024 à 4,6 milliards en 2025.

Agriculture

Sécheresse – les pertes pourraient toucher 93 % des exploitations

Sur fond de déficit hydrique important, l'institut de sondage KeyQuest a interrogé quelque 500 exploitants agricoles : 92,7 % des exploitants interrogés estiment leurs pertes dues à la sécheresse à environ 20 % de la récolte habituelle. On observe de fortes disparités géographiques ; seront touchés en premier lieu le land de Salzbourg (-28,3 %) et la Carinthie (-25,4 %). Les prairies et les pâtures sont principalement affectées à hauteur de 33 %, suivies des grandes cultures comme le colza (-31 %), le blé (-23 %), le soja (-13 %) et le maïs (-11 %). Dans le secteur fruitier, les pertes de rendement pourraient atteindre 18 % et 9 % pour la vigne.



Renforcement des contrôles des importations agricoles en provenance de pays tiers

Dans le but de protéger la production agricole et agroalimentaire autrichienne ainsi que les normes de production locales, le ministre de l'agriculture a mandaté l'autorité de contrôle sanitaire BAES (*Bundesamt für Ernährungssicherheit*) pour augmenter les contrôles des denrées agricoles et alimentaires importées de pays tiers. Le Ministre Totschnig plaide pour que les producteurs hors Union européenne soient soumis aux mêmes normes de production que les producteurs autrichiens, notamment en matière de recours aux produits phytosanitaires. Dans les prochains mois, la BAES analysera les importations d'aliments pour animaux, simples et composés, afin d'en vérifier la traçabilité de l'origine, la présence de substances actives phytosanitaires et détecter éventuellement des substances interdites ou indésirables. Enfin, le Ministre Totschnig a rappelé soutenir, dans les futurs accords de libre-échange, que les nouveaux contingents d'importation soient subordonnés à des conditions de production durables, conformes aux normes de production élevées de l'Union européenne.

Relations bilatérales

Décathlon accélère son expansion en Autriche

Après l'ouverture en mai dernier, d'une boutique de 1 500 m² à Vienne (Mariahilfer Strasse) dédiée au sport urbain, Décathlon annonce pour l'automne l'ouverture d'un magasin de 2 300 m² à Innsbruck avec un accent particulier sur la randonnée et le trekking. De plus, est prévue l'ouverture d'un nouveau point de vente de 2 100 m² à Floridsdorf dans le nord de Vienne. Celui-ci sera orienté vers le plein air et la mobilité urbaine.

Le chiffre du mois à retenir

2 251 416**Renault CLIO**

produites à l'usine de Novo mesto

Zoom sur...

Le dernier exemplaire de la Renault Clio a quitté la chaîne de production de l'usine Revoz à Novo mesto le 2 juillet 2026, mettant fin à 33 ans de fabrication de ce modèle emblématique. Depuis 1993, Revoz a produit exactement 2 251 416 Clio, soit près de la moitié de tous les véhicules assemblés dans cette usine. La production a commencé avec la Clio première génération, suivie de la Clio 2, dont près de 1,5 million d'unités ont été fabriquées jusqu'en 2015. Après une pause de deux ans, Revoz a produit la Clio 4 à partir de 2017, puis la Clio 5 à partir de 2019, avec près de 300 000 unités produites avant la sortie du dernier véhicule. La Clio a longtemps été l'un des modèles les plus vendus en Slovénie et occupe une place importante dans l'histoire de Revoz. L'usine se tourne désormais vers la production de véhicules électriques. Elle fabrique actuellement 300 Twingo E-Tech par jour, un modèle qui connaît un fort succès commercial. Revoz prévoit également d'ajouter deux nouveaux petits modèles électriques basés sur la même plateforme : la Dacia Spring et un futur modèle Nissan encore non dévoilé. Enfin, Revoz prévoit d'introduire une deuxième équipe de production en septembre, afin d'augmenter sa production totale à environ 500 véhicules par jour d'ici la fin de l'année.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

L'inflation en Slovénie reste stable à 3,6 % en juin

Selon l'Office des statistiques, l'inflation en Slovénie s'est établie à 3,6 % en juin, principalement en raison de la hausse des coûts du logement, de l'eau et de l'énergie. Ce taux est inchangé par rapport à mai, bien que les prix à la consommation aient augmenté de 0,8 % en glissement mensuel.

Finances

Le déficit public atteint 3,5 % du PIB au premier trimestre 2026

Au premier trimestre 2026, le déficit des administrations publiques slovènes a atteint 607 M EUR, soit 3,5 % du PIB, en hausse par rapport à la même période de 2025 (2,9 % du PIB), malgré un léger recul par rapport au trimestre précédent. Les recettes publiques ont progressé

de 8,7 %, mais les dépenses ont augmenté plus rapidement (+9,9 %), notamment en raison de la hausse des prestations sociales, des salaires publics et des investissements. En parallèle, la dette publique a diminué à 46,3 Mds EUR, soit 64,8 % du PIB, en baisse de 4,8 points sur un an.

Echanges

Hausse des IDE sortants et entrants en 2025

En 2025, les investissements directs étrangers (IDE) en Slovénie ont progressé de 4 % pour atteindre 24 Mds EUR, tandis que les investissements slovènes à l'étranger ont augmenté de 12,4 %, à 11,9 Mds EUR. Le secteur manufacturier demeure le principal bénéficiaire des IDE, devant le commerce et les télécommunications. L'Autriche reste le premier investisseur en Slovénie, même si les investissements suisses ont fortement progressé. À l'étranger, les entreprises slovènes investissent principalement en Croatie, en Serbie et en Bosnie-Herzégovine.

Veille sectorielle

Secteur financier

Zavarovalnica Triglav va acquérir 49 % du groupe croate Arsano Medical Group

L'assureur Zavarovalnica Triglav a signé un accord en vue d'acquérir une participation de 49 % dans Arsano Medical Group, l'un des principaux prestataires privés de soins de santé en Croatie. Cette participation a été cédée au groupe Triglav par ASEF Holdco, qui reste l'actionnaire majoritaire du groupe croate. L'accord doit encore être approuvé par les autorités de la concurrence compétentes.

La NLB sélectionnée pour participer à la phase pilote du nouvel euro numérique

La banque publique NLB a été présélectionnée par la Banque centrale européenne (BCE) parmi les 36 prestataires de services de paiement de la zone euro qui participeront à un projet pilote sur l'euro numérique. La NLB prendra part à ce projet aux côtés de la banque centrale au cours du second semestre 2027, pour une durée de 12 mois.

Transports

Le nombre de voyageurs ferroviaires a augmenté de 25 % l'année dernière

En 2025, 20,9 millions de voyageurs ont emprunté le train en Slovénie, soit une hausse de 25 % par rapport à l'année précédente, dont 1,5 million pour des trajets internationaux (chiffre stable par rapport à 2024). Le nombre de voyageurs sur des trajets domestiques a progressé de 27 % en glissement annuel. Concernant le fret, le transport ferroviaire de marchandises a reculé de 6,4 % pour s'établir à 17,2 millions de tonnes, principalement en raison d'une baisse significative du transport en transit. Le réseau ferroviaire slovène s'étend sur 1 207 kilomètres de voies



Source : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Ljubljana,_510-018.jpg

© Voitech Dočkal

ferrées, dont 325 kilomètres à double voie et 605 kilomètres électrifiés. L'année dernière, les Chemins de fer slovènes possédaient 392 véhicules ferroviaires, dont 156 locomotives et 236 rames automotrices, ainsi que 424 voitures de voyageurs et 1 995 wagons de marchandises.

Le chiffre du mois à retenir

+3,3 %

Taux de chômage juin
(Institut de statistiques croate - DZS)

Zoom sur...

L'Association des employeurs de Croatie (HUP) a publié un rapport sur l'état de la numérisation du pays et les mesures nécessaires pour accélérer sa transformation numérique. Fondé sur les indicateurs européens et une analyse du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC), le rapport met en avant la croissance continue du secteur croate des TIC, qui regroupe plus de 10 000 entreprises, emploie plus de 56 000 personnes et génère près de 8 Mds EUR de chiffre d'affaires annuel. Au cours des cinq dernières années, les revenus du secteur ont progressé de 72 %. S'il salue les progrès réalisés dans le déploiement de la fibre optique et des réseaux 5G, le HUP estime que des efforts complémentaires seront nécessaires pour accélérer le développement des réseaux à très haute capacité (VHCN) et lever les obstacles aux investissements privés. Le rapport identifie ainsi cinq priorités : le développement du haut débit dans les zones rurales, le soutien à la numérisation des entreprises, la modernisation des services publics, le renforcement des compétences numériques et la création d'un environnement favorable à l'innovation dans le secteur des TIC.

Activités macroéconomiques & financières

Finances

L'État prélèvera 60 % des bénéfices 2025 des principales entreprises publiques

Le [gouvernement croate](#) a décidé que les entreprises publiques ciblées reverseraient 60 % de leur bénéfice net réalisé en 2025 au budget de l'État en 2026. Cette mesure, qui s'applique à 22 entreprises publiques (dont *HEP*, *INA*, *JANAF*, *Hrvatska poštanska banka* et *Hrvatske šume*), devrait générer environ 200 M EUR de recettes budgétaires.

Plusieurs exceptions sont prévues : les gestionnaires des routes et autoroutes *Hrvatske ceste* et *Hrvatske autoceste* conserveront leurs bénéfices pour financer leurs investissements, tandis que les aéroports d'Osijek et de Rijeka les utiliseront pour résorber des pertes antérieures. L'agence publique *Alan*, spécialisée dans le commerce de matériel de défense, ne reversera que 60 % de son bénéfice (contre 100 % auparavant), les 40 % restants devant financer ses

projets de développement et de production. À l'inverse, *Hrvatska Lutrija* (loterie nationale) reversera l'intégralité de son bénéfice net au budget de l'État.

Veille sectorielle

Infrastructures

L'association des employeurs croates plaide en faveur d'une clause de préférence européenne

À l'occasion d'une conférence organisée le 1er juillet par l'association des employeurs croates (HUP) et la Faculté de droit de Zagreb, le chef économiste de HUP, Hrvoje Stojić, a présenté une [étude](#) montrant que les retombées économiques varient fortement selon l'origine des entreprises attributaires des contrats notamment publics. Pour un projet de 100 M EUR, la valeur ajoutée conservée en Croatie serait de 66,2 M EUR avec des entreprises croates ou européennes, contre seulement 12,6 M EUR lorsque l'essentiel des travaux est réalisé par une entreprise d'un pays tiers. HUP appelle ainsi à un recours accru au principe de réciprocité et aux instruments européens destinés à garantir une concurrence équitable dans les marchés publics. Avec un programme d'investissement à venir de près de 13,3 Mds EUR dans les infrastructures de transport en Croatie, les entreprises croates plaident ainsi pour que le critère du moins-disant ne soit pas le seul déterminant de l'attribution des marchés, la commande publique, notamment financée sur fonds européens, devant aussi servir les objectifs de résilience économique et de politique industrielle.

Energie

La Croatie mobilise 109 M EUR du Fonds de modernisation pour la transition énergétique

Des financements d'un montant total de [109 M EUR, accordés au titre du Fonds de modernisation](#), seront consacrés à plusieurs investissements stratégiques en Croatie visant à accélérer la transition énergétique et écologique du pays. Les projets soutenus concernent notamment : le développement de la géothermie pour le chauffage urbain des collectivités territoriales, locales et régionales (26 M EUR) ; favoriser la transition écologique des organismes publics en charge de la gestion des parcs nationaux et des parcs naturels (18 M EUR) ; le recours aux sources d'énergie renouvelables dans le secteur de la production agricole primaire et de la transformation des produits agricoles (30 M EUR). Ces investissements contribuent aux objectifs européens de réduction des émissions de gaz à effet de serre, à l'amélioration de l'efficacité énergétique et au développement des énergies renouvelables.

La Croatie et le Canada renforcent leur coopération dans le nucléaire civil

La Croatie et le Canada ont signé, le 23 juin 2026 à Toronto, un protocole d'entente (MoU) visant à renforcer leur coopération dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Signé à l'occasion de la visite officielle du Premier ministre croate Andrej Plenković au Canada, l'accord prévoit de faciliter la coopération entre les autorités compétentes, les organismes publics, les entreprises et les acteurs industriels des deux pays afin d'identifier et de développer des projets d'intérêt commun. Les domaines de collaboration envisagés incluent notamment le développement des compétences, les technologies nucléaires avancées, le renforcement des chaînes d'approvisionnement, la sûreté nucléaire ainsi que les solutions permettant d'accroître la résilience énergétique.

Un partenariat pour les infrastructures hydrogène en Croatie

La société internationale *CRC Evans*, spécialisée dans les technologies de construction de pipelines, a annoncé un partenariat avec l'entreprise croate [Monter Strojske Montaže](#) pour contribuer au développement d'une infrastructure de transport d'hydrogène en Croatie. Ce projet s'inscrit dans le cadre du [North Adriatic Hydrogen Valley \(NAHV\)](#), initiative transfrontalière réunissant la Croatie, la Slovénie et la région italienne du Frioul-Vénétie

Julienne. Il prévoit la création d'un réseau de pipelines hydrogène de plus de 200 km, destiné à faciliter le transport d'hydrogène vert et à renforcer l'intégration énergétique de la région.

Transports

L'entrée d'Air China sur le marché croate

Air China renforcera sa présence en Europe du Sud-Est avec le lancement, à partir du 4 septembre 2026, d'une nouvelle liaison Pékin – Bucarest – Zagreb. Il s'agit de la première liaison aérienne régulière entre la Croatie et la Chine. Les vols seront opérés trois fois par semaine par des Airbus A330-200 de la compagnie chinoise. La Chine est aujourd'hui l'un des marchés lointains affichant le plus fort potentiel de croissance pour le tourisme et les voyages d'affaires en Croatie. L'ouverture de cette nouvelle liaison par *Air China* devrait contribuer à accroître le nombre de visiteurs chinois, à prolonger la saison touristique et à renforcer le positionnement de la Croatie comme destination attractive pour le marché asiatique.



NTIC

Infobip consolide sa présence sur le marché américain

Infobip, première licorne de Croatie et l'un des leaders mondiaux des plateformes de communication cloud (CPaaS), a renforcé sa présence sur le marché international en faisant l'acquisition de SocketLabs, spécialisée dans la mise en place d'infrastructures pour la messagerie électronique à haut débit et multifournisseurs. L'intégration de SocketLabs, dont la clientèle est concentrée en Amérique du nord et latine, renforce la présence du groupe croate outre-Atlantique. Les conditions financières de cette acquisition n'ont pas été rendues publiques.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication :

Rédaction :

Hervé Ochsenbein, Service économique régional de Vienne

SER de Vienne : V. Reiss, S. Maynhardt, P. Chaumont (vienne@dgtresor.gouv.fr)

Antenne de Ljubljana : E. Zajc (ljubljana@dgtresor.gouv.fr)

SE de Zagreb : S. Geranton, B. Jadrijevic, N. Pavlinovic, M. Maiolo
(zagreb@dgtresor.gouv.fr)

Date de fin de rédaction : 29/07/2026